

**Manifeste des
Semaines sociales de France**

**Quelle Europe
voulons-nous ?**



Les Semaines sociales de France ont conclu une année 2017 de travail sur l'Europe par leur session annuelle, riche de la diversité et de la qualité des intervenants, marquée par la participation de plus de 1.600 personnes exigeantes et réceptives. Au moment où l'Eglise propose aux chrétiens de s'engager sur l'Europe, où s'annoncent les Consultations Citoyennes qui pourraient préparer sa refondation, les Semaines sociales entendent partager et soumettre au débat ce que le travail de cette année, la réflexion des antennes régionales, les réactions reçues sur leur site participatif et les deux jours de session ont montré, dans un manifeste qui s'enrichira des échanges avec les associations européennes partenaires. Il présente une analyse et une vision ouverte aux interpellations plus précises et aux nouvelles propositions que le débat démocratique ne manquera pas de provoquer. Le point final sera apposé en juin.

Quelle Europe voulons-nous ?

Les analyses présentées au cours des débats organisés par les Semaines sociales ont montré que l'espace politique pertinent pour traiter des défis qui nous interpellent ne pouvait relever de la seule nation, et que la défense de notre souveraineté supposait de partager certaines de ses composantes au niveau de l'Union européenne.

Ainsi, la mutation rapide d'une économie globalisée, la taille des acteurs, leur rythme de croissance, ne permettent plus des réponses nationales efficaces. A un horizon de trente ans, aucun pays européen ne sera membre du G8. Ces transformations déstabilisent les outils de régulation et fragilisent la cohésion sociale par l'explosion des inégalités entre individus et entre territoires. De même, les déséquilibres démographiques mondiaux, qui entraînent tensions dramatiques, conflits et tentation de repli identitaire en Europe, ne peuvent faire l'objet d'analyses pertinentes et de politiques efficaces au seul niveau national. La défense est aussi redevenue une priorité dont la composante européenne s'est imposée. Et la nécessaire transition écologique suppose une réponse planétaire qui ne sera construite et appliquée qu'autour de choix continentaux.

Ces évidences se heurtent à l'importance du refus d'Europe, au constat du scepticisme qu'elle entraîne, à une méconnaissance de sa pertinence, de son efficacité, elle se voit aussi opposer le constat des insuffisances, défauts et dérives actuelles de l'Union européenne.

Alors que l'intégration européenne focalisée sur le libre-échange des capitaux, des biens, des services et des personnes ne porte plus une vision mobilisatrice, le passage à plus d'Europe se heurte à des mouvements amples et destructeurs, ainsi du BREXIT, ainsi des poussées populistes et anti-européennes dans plusieurs des Etats fondateurs comme chez les membres plus récents. Notre diversité, avant d'être notre richesse, apparaît porteuse d'une hétérogénéité des visions qui rend difficile la projection dans un avenir commun.

Les Semaines sociales ont pris le temps de mesurer la pluralité des peuples européens, leur richesse, leur résistance, leur capacité à nourrir un imaginaire partagé. Elles ont revisité les intuitions des Pères fondateurs, non pour les figer dans un modèle, mais pour rappeler l'ampleur des défis auxquels ils ont osé répondre et montrer ainsi la possibilité d'un nouvel élan. Elles ont souligné la dimension spirituelle des choix politiques, en s'appuyant sur l'appel à la responsabilité des Européens dans le monde, rappelée par le Pape François. Les raisons fonctionnelles et utilitaristes ne peuvent suffire à promouvoir l'Europe ; il faut remettre au cœur du débat politique les valeurs que la refondation de l'Europe devrait permettre de porter.

Mais l'Europe au quotidien apparaît paradoxale : majeure dans la stratégie des acteurs économiques, elle reste peu et mal connue de nombreux citoyens et elle est pour certains, les jeunes notamment, un espace « évident », mais dont ils ne perçoivent pas la fragilité. Refonder le projet européen suppose donc -après en avoir rappelé la nécessité et les finalités - d'actualiser l'analyse de ses défis pour prioriser ses objectifs et les promouvoir.

- Des symboles partagés pourront contribuer à cette appropriation : ainsi un jour férié commun aux pays d'Europe, une fête de l'Europe, le 9 mai, qui pourrait commémorer la fin de la guerre, et la paix.
- Présente dans notre quotidien, l'Europe doit être plus visible, mieux relayée par le personnel politique et dans les médias, mieux enseignée. Nous soutenons tous les efforts de formation et d'information, tels ceux de l'Académie « Notre Europe », créée par l'Institut Jacques Delors. Nous soutenons le lancement et le financement de projets culturels européens.
- L'enseignement de l'actualité des pays européens accompagnera l'extension, avec des moyens accrus, à tous les jeunes, de programmes soutenus par l'Europe, tels le programme Erasmus.
- Les échanges par jumelage, au-delà des collectivités publiques, doivent s'étendre dans le monde associatif et favoriser ainsi des formes diverses d'engagement européen.

Refonder la solidarité : se donner, avec de nouveaux outils, les moyens juridiques budgétaires et fiscaux d'imposer à tous les acteurs, nationaux, européens ou globaux, des règles de conduite qui permettent de la faire vivre et de la financer, dans une économie où le lien salarial n'est pas le seul modèle pour participer à l'œuvre commune.

- Nous devons établir des bases de contributions fiscales convergentes et équitables. Nous encourageons la lutte contre les paradis fiscaux, y compris à l'intérieur de l'Union.
- Le socle européen des droits sociaux des travailleurs, proclamé à Göteborg en novembre 2017, définit des principes et droits pour lutter contre le dumping social (emploi sûr, salaire équitable, protection de la sécurité et de la santé au travail...). Sa mise en œuvre doit être rapide, pour les salariés comme pour les travailleurs indépendants.

Affirmer la dignité de l'homme : c'est aussi se donner les moyens d'une politique partagée, soutenable à long terme, d'accueil et d'intégration des migrants. On mesure aujourd'hui la tension qui oppose libre circulation intérieure et politique migratoire commune, alors que l'une implique l'autre. Il est urgent de penser et d'organiser non seulement l'asile, mais l'ensemble des échanges migratoires à l'échelle européenne sous l'angle d'un bien commun partagé avec nos partenaires mondiaux, notamment africains, tenant compte des besoins des uns et des autres.

- L'Europe doit penser l'immigration comme une réalité positive, assurer la convergence des processus d'octroi d'asile, aider les migrants à comprendre et respecter les valeurs des pays d'accueil, soutenir les personnes et les territoires qui s'emploient à leur intégration.
- Dans un partenariat politique euro-africain, l'Europe doit se donner les moyens de concevoir et de promouvoir une vision partagée des enjeux du développement, humain, économique, environnemental, démocratique et social. Le commerce équilibré, et l'investissement européen responsable en seront des outils privilégiés.

Défendre le bien commun : c'est d'abord le nommer ensemble, afin de désigner les dynamiques individuelles qui l'attaquent et se donner ensuite des moyens de le défendre. La Paix est un bien commun mondial, cette vision doit inspirer une politique européenne de la défense et de sécurité.

- Nous devons construire une capacité et des moyens de défense européenne commune, s'appuyant sur des analyses convergentes des réalités internationales et sur une action diplomatique commune cohérente et active.

La planète nécessite une réponse globale : mais seule une proposition portée au niveau européen, impliquant des impossibilités à agir en Europe pour les contrevenants, peut créer un mouvement mondial.

- Nous devons créer des normes communes de production et de consommation, et prendre en compte par des outils partagés le coût des externalités.

La subsidiarité : l'efficacité de l'Union suppose qu'elle rassemble, dans le respect d'une nécessaire et efficace subsidiarité, des nations fortes, soucieuses de leur cohésion. Cette subsidiarité définit et fait vivre l'espace politique (européen, national ou régional) pertinent pour toute décision. Son respect permettra une meilleure appropriation par les citoyens du projet européen, dans un processus véritablement démocratique.

Donner une âme à l'Europe : ne peut se réduire à évoquer des racines qui la différencieraient, c'est se donner des symboles partagés, c'est surtout affirmer une vision, un choix, celui de la dignité de la personne et de sa capacité à accueillir l'autre malgré sa différence. Ce choix est porteur d'une vision susceptible de nous rassembler ; il implique de participer au débat sur le corps juridique qui structure notre démocratie.

Ces principes ré-exprimés et clairement défendus – car ils ne sont pas communément partagés –, il convient de terminer par **l'exigence démocratique**, incontournable pour progresser. Elle passe par une modification de la communication politique, à tout le moins en France, pour obtenir deux changements : une réelle transparence sur les positions françaises au sein des lieux de décision, puis une appropriation des décisions politiques européennes par nos gouvernants. La démocratie implique la rencontre directe entre les acteurs afin qu'ils apprennent à se connaître et s'estimer. Il faut donc promouvoir des lieux et des outils d'engagements partagés, des fédérations européennes de mouvements sociaux, environnementaux, éducatifs et culturels.

- Des listes transnationales, en complément des listes nationales au Parlement européen seront un bel outil pour faire vivre un débat politique transnational.
- Les eurodéputés doivent être proches de leurs électeurs et se consacrer pleinement à leur mandat européen.

La démocratie passe aussi par l'intégration dans le débat public d'outils participatifs qui complètent les mécanismes électoraux. Le droit à l'expérimentation de projets européens novateurs créera des dynamiques inattendues

Nous avons osé dans le titre de la session poser : « Quelle Europe voulons-nous ? » et nous gardons ce devoir d'appropriation du projet européen.

Propositions de la communauté des SSF pour l'Europe de demain

Propositions dites symboliques

Pour faire l'Union européenne, en effet, il faut que «nous» (noter l'importance du «nous») nous connaissions mieux, que nous nous reconnaissons. De nombreux intervenants ont insisté sur ce point. Que nous nous reconnaissons à la fois dans notre diversité et dans ce qui nous relie. Nous ne sommes pas que des statistiques, des PIB, des dettes et des taux de croissance. Nous sommes des personnes, des visages.

- Nous appelons à un enseignement de l'actualité de tous les pays européens et de l'actualité proprement européenne, qui apporte aux jeunes une meilleure connaissance de cette réalité, sans craindre d'aborder un sujet politiquement clivant. En confrontant les mémoires et les histoires. La table des jeunes nous y ont largement incité. De la méconnaissance, naît la méfiance. A quand la réalisation d'un manuel commun à tous les pays ?
- Nous proposons un Erasmus, étendu à tous les jeunes âgés de 18 à 25 ans (pas seulement étudiants) : 6 mois passés dans un autre pays européen, sanctionnés par un diplôme reconnaissant cette formation. Et nous prôtons un apprentissage des langues européennes plus volontariste et performant.
- Nous croyons que les échanges par jumelages de villes, de collectivités, mais aussi d'associations, de mouvements, peuvent jouer un rôle fondamental dans la connaissance réciproque, avec une attention particulière aux pays de l'est de l'Europe. Là encore les témoignages des jeunes et l'expérience de Taizé en font la preuve. Ce que vivent les Semaines sociales au travers le réseau IXE (Initiative des Chrétiens pour l'Europe).

Propositions pour une Europe plus démocratique

L'Union européenne intervient dans une multitude de domaines d'action. Son activité foisonnante en devient peu lisible et apparaît comme tatillonne, surtout quand les génies nationaux, en rajoutent ! Il lui faudrait communiquer, dans un langage clair, sur quelques objectifs prioritaires, compréhensibles pour tous.

- Nous invitons les responsables politiques nationaux comme les médias à une présentation loyale et pédagogique des apports de l'Europe à la vie quotidienne des citoyens français, pour certaines infrastructures, par exemple, ou en matière d'aides sociales.
- Nous invitons les formations politiques nationales qui ont la responsabilité de constituer des listes aux élections européennes à renouveler les processus de candidature, pour proposer des personnes vraiment décidées à porter leur projet pour l'Europe, à s'y consacrer pleinement et à rendre compte de leur engagement face aux électeurs. Les professions de foi indiqueront les groupes politiques européens que rejoindront les députés nationaux. Et tenons les élections européennes à la même date

- Le moment nous semble venu de proposer, pour les élections européennes, des listes transnationales qui développeraient leur conception politique de l'avenir de l'UE, reflétant les grandes sensibilités politiques (droite, gauche, libéraux, écologistes...). Dans un premier temps, avant une généralisation du processus et pour expérimentation, pourraient leur être attribués les sièges libérés par la Grande Bretagne.
- En référence au travail déjà accompli par les Maisons de l'Europe, nous invitons les associations et la société civile à faire davantage usage de ces lieux de discussion et de propositions. Nous souhaitons qu'elles puissent devenir des «maisons du citoyen européen», où les parlementaires tiendraient des permanences, où les citoyens trouveraient réponse aux questions que leur pose le fonctionnement de l'Europe «au quotidien», où les droits de pétition existants seraient rendus plus effectifs.

Propositions pour une Europe plus solidaire

A l'intérieur de l'Union, la rénovation du cadre d'un espace économique, social et environnemental commun est indispensable, pour retrouver les intuitions de l'économie sociale de marché.

- Nous demandons aux partenaires sociaux, patronaux et syndicaux, en France comme au plan européen, de procéder à une mise à jour de la Charte européenne des droits sociaux des travailleurs, ce socle commun des droits construit dans les années 1990. Ils donneraient ainsi une suite concrète aux orientations très générales du sommet de Göteborg, en relançant le dialogue social et lançant un nouveau programme législatif européen, visant à lutter contre le «moins disant social». Il serait bon de centrer sur quelques priorités : durée minimale du travail (chasse aux minijobs), protection minimale des travailleurs qui ne relèvent pas de conventions collectives, droits à élaborer pour les nouveaux travailleurs indépendants.
- Une Europe solidaire, c'est aussi une Europe dans laquelle les budgets publics nationaux ne sont plus privés des ressources que la concurrence fiscale délibérée entre Etats laisse s'« évader ». Nous saluons les initiatives de la Commission et des Etats visant à établir des bases de contributions équitables où toutes les entreprises paient l'impôt à la mesure des bénéfices qu'elles retirent du marché intérieur européen. Nous encourageons la lutte contre les paradis fiscaux, y compris à l'intérieur de l'Union. Nous appelons à « l'esprit de loyauté » des entreprises pour qu'elles coopèrent à la mise en place de règles fiscales efficaces et équitables.

A l'extérieur de l'Union, l'Union européenne, attentive aux évolutions géopolitiques, conscientes des nouveaux pôles de puissance et de richesse dans le monde, qui ne partagent pas nécessairement ses valeurs, lucide sur sa réalité démographique, doit assurer ses responsabilités à l'égard des autres continents, notamment les plus menacés.

- Nous appelons à la construction d'une capacité européenne de défense commune, s'appuyant sur une analyse convergente des réalités internationales. L'Europe doit devenir un bloc diplomatique plus cohérent et actif.

- Attention à ne pas trahir notre devoir d'hospitalité. L'Europe ne doit pas voir les évolutions migratoires actuelles comme circonstanciées mais comme une donnée de fond, en ne s'en tenant pas à la question des réfugiés, mais faisant face à celle des migrants. Elle doit envisager une immigration raisonnée comme une réalité positive. Elle doit organiser une coopération solide pour la surveillance des frontières ; elle doit assurer l'accueil des personnes ayant droit à une protection internationale, en assurant la convergence des processus d'octroi de l'asile, d'intégration et de retour dans les pays de départ. Elle doit aider les migrants à comprendre et respecter les valeurs des pays d'accueil. La répartition des personnes entre les Etats membres doit, outre les critères économiques des pays, tenir compte des capacités et des souhaits des migrants. Et de l'histoire et de la culture de chaque pays. L'Europe ne doit pas mettre de frein au regroupement familial.
- Nous appelons à reconstruire un partenariat politique euro-africain ayant pour objet de définir une conception commune des échanges migratoires à long terme ainsi qu'une vision partagée des enjeux du développement humain et environnemental. A trois conditions : que tous les Etats-membres soient impliqués dans un tel partenariat qui doit comprendre coopération économique et politique en vue de conforter l'Etat de droit et la démocratie ; que l'investissement en Afrique (et pas seulement le commerce) soit au cœur de ce partenariat ; que les entreprises européennes s'acquittent dans les pays africains des contributions fiscales correspondant aux bénéfices qu'elles en retirent.
- Nous appelons au renforcement des politiques de recherche et d'innovation pour que l'Europe reste un acteur important face aux enjeux technologiques et scientifiques de demain.

Propositions pour un nouvel humanisme européen

Le pape François, recevant le prix Charlemagne en 2016, appelait à actualiser l'idée d'Europe en posant les bases d'un nouvel humanisme européen, regrettant l'effacement d'une Europe «paladin des droits de l'homme, de la démocratie et de la liberté».

- L'Europe ne peut se contenter de célébrer ses racines et son passé mais doit les faire vivre, et les incarner, afin d'exercer, dans un monde en profonde mutation, un rôle majeur, non pas seulement par son poids économique ou militaire, mais par l'affirmation d'une communauté de valeurs, une identité qui a toujours été dynamique et multiculturelle, pour reprendre les mots du Pape. Quelles sont ces valeurs ? La recherche de la paix et de la justice, le choix du dialogue plutôt que l'affrontement, la démocratie, l'égalité entre les hommes et les femmes, le refus de la peine de mort, l'importance de la culture, la liberté de la presse et notamment la liberté religieuse – celle de croire ou de ne pas croire – et une laïcité qui ne relègue pas les religions dans la seule vie privée des croyants mais leur permet de contribuer à la construction d'une société plus fraternelle. De même que les Etats doivent rendre compte de leur respect des règles en matière budgétaire, pourquoi ne pas leur imposer le même exercice , en matière de respect des règles de l'Etat de droit. L'Union européenne est le seul espace dans le monde imposant à tous ses membres le respect de ces règles.

- L'Europe doit avoir à cœur de préserver la dignité des personnes, de toutes les personnes, notamment les plus fragiles, de les «envisager». «La plus grande contribution que les chrétiens puissent offrir à l'Europe d'aujourd'hui, c'est de lui rappeler qu'elle n'est pas un ensemble de nombres ou d'institutions, mais qu'elle est faite de personnes» a rappelé le Pape François. Dans le même élan, l'Europe doit avoir pour objectif le bien commun, la conscience de notre appartenance à une «communauté». Les SSF attendent que cette double attention guide les décisions et les arbitrages de l'Union européenne, tant dans les domaines économiques et sociaux, qu'en matière de politique internationale, environnementale, ou devant les évolutions scientifiques, biomédicales et technologiques majeures que connaît notre humanité.

Contacts

Philippe Segretain – Administrateur des SSF et pilote de la session 2017 sur l'Europe
segretain.philippe@wanadoo.fr

Ondine Vernier – Responsable communication et presse
ondine.vernier@ssf-fr.org – 01.74.31.69.00

Les Semaines sociales de France

Les **Semaines sociales de France** sont un lieu de formation, de débat et de propositions sur les grands enjeux de société. Elles se nourrissent de la pensée sociale chrétienne, des travaux de recherche académique et de l'actualité.

Chaque année, les Semaines sociales organisent une **session annuelle**, ouverte à tous, consacrée à un sujet de société : le travail en 2013, les technosciences en 2014, les religions et les cultures en 2015, l'éducation en 2016 et l'Europe en 2017. Ces sessions favorisent la confrontation positive des idées et des hommes pour construire une société fondée sur le bien commun. Les SSF travaillent dans une stricte autonomie vis-à-vis des pouvoirs et des institutions.

Les Semaines sociales ont également un **réseau d'antennes régionales**. Associations autonomes de rassemblement et discussions, autour de la pensée sociale de l'Eglise, elles participent à la préparation intellectuelle de la session annuelle. Chaque antenne est appelée à organiser des activités, au niveau local, pour nourrir les discussions autour du thème de la session annuelle. Actuellement, le réseau régional des SSF est constitué de 23 antennes réparties dans toute la France.

Depuis les années 1990, les Semaines Sociales de France et plusieurs organisations du catholicisme social en Europe se sont rassemblées pour réfléchir et débattre sur les thèmes de société, en se basant sur la pensée sociale de l'Eglise et le contexte européen. Ces échanges ont permis la création d'un «groupe de travail européen», qui plus tard deviendra **Initiatives de Chrétiens pour l'Europe (IXE)**. Par le biais de ce réseau, Les Semaines sociales et leurs partenaires étrangers s'associent pour réagir à des décisions ou des initiatives européennes portant à débat.

Depuis leur création, les Semaines sociales ont influencé la vie sociale et politique de notre pays. Elles ont inspiré de nombreuses dispositions légales – le 1% logement, le complément familial, le revenu minimum garanti, le compte personnel d'activité, le droit à la formation tout au long de sa vie etc. et formé un très grand nombre d'hommes et de femmes.